

5G : la France ferme (à moitié) la porte à Huawei

On en sait un peu plus sur les intentions de l'Anssi de restreindre l'accès de Huawei au marché de la 5G en France. Un peu plus mais pas encore les détails...

Dans [une interview](#) aux Echos, son directeur général affirme que le recours aux équipements du groupe chinois va être fortement restreint sans pour autant être [totalement interdit](#) : « Ce que je peux dire, c'est qu'il n'y aura pas un bannissement total. Les opérateurs qui n'utilisent pas Huawei, nous les incitons à ne pas y aller car c'est un peu le sens naturel des choses. Ceux qui l'utilisent déjà, nous délivrons des autorisations dont la durée varie entre trois et huit ans. ».

Quel type de matériel est concerné ? Antennes ou composants de coeur de réseau ? L'Anssi ne donne pas réponses mais assure que les opérateurs qui n'auront pas reçu de réponse à leur demande » peuvent considérer que c'est un refus, conformément à ce que prévoit la loi. »

Rappelons que seuls SFR et Bouygues Télécom utilisent déjà des équipements Huawei pour leurs réseaux existants. Certaines informations font néanmoins état d'une demande de Free.

Huawei autorisé pour des durées de trois à huit ans

Réfutant procéder à un « Huawei bashing », Guillaume Poupard admet que « les décisions sont prêtes, elles n'ont plus qu'à être signées, cela ne dépend donc plus de l'Anssi désormais. »

Ce qui signifie que les opérateurs, qui disposent de ses informations, sont d'ores et déjà en mesure de se mettre en ordre de marche pour préparer le déploiement du réseau de 5ème génération. Quand bien même, leur situation est différente et va appliquer une gestion spécifique : « Notre logique, c'est que tous les opérateurs ne partent pas sur les mêmes bases : certains vont devoir démanteler des équipements, d'autres pas ; donc ils ne peuvent pas tous être traités de la même manière. C'est le jeu, mais on arrivera à un bon compromis, je l'espère. » lâche le patron de l'Anssi

Réfutant des décisions hostiles à Huawei (« une belle boîte »), M Poupard ne réfute pas la dimension (géo)politique de la décision : « Nous disons juste que le risque n'est pas le même avec des équipementiers européens, qu'avec des non-européens. Il ne faut pas se mentir. » affirme-t-il.